

ASOGEN, Asociación Generando Equidad, Liderazgo y Oportunidades



ASOGEN est une organisation féministe de défense des droits humains au Guatemala qui œuvre en faveur de l'égalité des genres par le biais de services centrés sur les survivantes, d'une réforme de la justice et d'un plaidoyer fondé sur des données.

Fondée en 2008, elle reste la seule organisation à offrir une prise en charge complète aux victimes de violences dans le département de Chimaltenango, en proposant une représentation juridique, un accompagnement psychosocial et médical, un hébergement et des formations à l'autonomie économique à plus de 500 femmes chaque année.

ASOGEN a rejoint Equal Measures 2030 en 2020, devenant ainsi le dernier membre en date à intégrer le réseau. Ce partenariat a débuté pendant la pandémie de COVID-19, ce qui a nécessité une intégration et une formation entièrement virtuelles. Malgré cela, ASOGEN s'est rapidement engagée à intégrer l'indice de genre des ODD d'Equal Measures dans son travail de plaidoyer, son engagement auprès du secteur judiciaire et son action en matière de politiques nationales, en utilisant les données comme éléments de documentation et comme levier de négociation.

500+

formations dispensées
aux femmes chaque
année

95%

Taux de condamnation
dans les affaires jugées

100+

militants locaux formés au plaidoyer fondé sur les
données, avec l'indice de genre des ODD intégré à
la formation des procureurs et des juges

De l'accompagnement individuel à la responsabilisation nationale

Le Guatemala continue d'enregistrer des niveaux élevés de violence féminicide par rapport à la région. [Selon l'analyse régionale de la CEPALC pour 2024](#), le pays a enregistré un taux de féminicide de 1,9 cas pour 100 000 femmes, l'un des plus élevés d'Amérique latine. Le travail de l'ASOGEN répond directement à ce contexte à travers le soutien aux survivantes, le plaidoyer en faveur de la justice et les efforts visant à garantir la responsabilité des institutions.



« Ce qui nous anime et nous inspire, c'est la poursuite de cette utopie qui se profile à l'horizon, une vie sans violence pour chaque femme et chaque fille. Nous voulons faire de cette utopie une réalité visible et tangible. » -Alva Gordillo Aguirre, directrice adjointe de l'ASOGEN

À Chimaltenango, le travail de l'ASOGEN revêt un caractère profondément personnel. Les femmes arrivent avec peu d'options et repartent avec un accompagnement juridique, un plan de sécurité et, de plus en plus souvent, la certitude que leur affaire sera entendue. Le taux de condamnation de 95 % enregistré par l'ASOGEN dans les affaires qu'elle plaide au nom des survivantes envoie un signal clair aux auteurs de ces violences : l'impunité n'est plus garantie. Mais le modèle de l'ASOGEN repose depuis toujours sur une conviction claire : l'action locale et la transformation nationale ne sont pas des stratégies distinctes. Chaque dossier de survivante génère des données. Chaque donnée alimente le travail de plaidoyer. Chaque victoire remportée dans le cadre de ce plaidoyer change la donne pour la prochaine survivante.



« Tout est lié. Nous ne pouvons pas agir au niveau individuel et local sans agir également au niveau national. » - Alva Gordillo Aguirre, directrice adjointe de l'ASOGEN

This connection between local action and national change was visible on 8 March 2024, when ASOGEN organized a march from the juvenile court to the National Civil Police commissioner, where they presented a petition.

L'EFFET DE COALITION

Le partenariat avec Equal Measures a renforcé la stratégie d'ASOGEN. Comme l'a souligné Cecilia García, responsable régionale pour l'Amérique latine et les Caraïbes chez Equal Measures 2030 : « Depuis qu'ils ont rejoint la coalition, ils se sont véritablement engagés à mettre en avant ces outils et à les intégrer à leur travail. »

→ **Budget national alloué aux services d'aide aux survivantes.** En s'appuyant sur les données de l'indice de genre des ODD et sur les éléments issus de ses propres dossiers, l'organisation a négocié avec succès avec le ministère de l'Intérieur afin d'obtenir le maintien du financement public du réseau CAIMUS, le système national de centres de prise en charge globale destinés aux femmes victimes de violences. En décembre 2021, le gouvernement a alloué de nouvelles ressources budgétaires pour garantir la poursuite du fonctionnement des centres CAIMUS à l'échelle nationale.

→ **Intégration des données de genre dans le secteur judiciaire.** Les conclusions de l'indice de genre des ODD sont désormais intégrées dans les programmes de formation destinés aux procureurs et aux juges de Chimaltenango et de Sacatepéquez. L'ASOGEN anime la table ronde locale sur la sécurité et la justice, qui rassemble les acteurs du secteur judiciaire afin d'améliorer la coordination de la réponse à la violence sexiste. Cela a permis d'améliorer la coordination entre les institutions judiciaires grâce à ces tables rondes sur la sécurité et la justice. Il s'agit là d'un résultat direct de la crédibilité dont jouit désormais l'ASOGEN en tant que source fiable de données de genre dans la région.

→ **Renforcement du suivi des violences sexuelles en milieu scolaire.** L'engagement de l'ASOGEN auprès du Congrès, fondé sur des données, a permis d'améliorer le suivi des cas de violences sexuelles en milieu scolaire. Il s'agit de l'une des formes de violence les moins signalées et les moins prises en compte au Guatemala.

→ **Plus de 100 défenseurs formés au plaidoyer fondé sur les données.** Grâce au programme DDA d'Equal Measures 2030, l'ASOGEN a formé plus de 100 défenseurs locaux de l'égalité des genres à la recherche, à l'analyse et à l'utilisation des données dans le cadre de leur travail. Ces défenseurs interviennent dans les secteurs de la justice, de la santé et des communautés — chacun apportant de nouvelles compétences dans des domaines que l'ASOGEN ne peut atteindre seule. Le programme DDA a permis de développer des compétences mesurables en matière d'utilisation des données au sein de l'équipe d'ASOGEN et du réseau plus large de militants qu'elle forme, la confiance dans l'utilisation des données ayant fortement augmenté après la formation.

→ **Lancement national de l'indice de genre des ODD 2024.** L'ASOGEN a coordonné le lancement national de l'indice de genre des ODD 2024 au Guatemala, réunissant des représentants des institutions gouvernementales, de la société civile, du pouvoir judiciaire, de la police et de l'Office national des statistiques. Cet événement a constitué un espace de dialogue essentiel sur les inégalités entre les genres, la responsabilité institutionnelle et le rôle des organisations féministes dans la promotion des politiques publiques.

Les représentants du gouvernement ont publiquement reconnu à la fois la valeur de la collaboration avec la société civile et la nécessité de renforcer les capacités institutionnelles en matière de données et d'analyses de genre. Evelyn Ovalle, de l'Institut national de la statistique (INE), a réaffirmé l'engagement de son institution à « travailler main dans la main avec des organisations telles que l'ASOGEN » et a souligné l'importance des indicateurs de genre, notamment les données sur l'emploi du temps des femmes, pour l'élaboration de politiques de soins et d'une planification plus large tenant compte des questions de genre.

Des représentants de la Police civile nationale ont également reconnu le rôle joué par les organisations féministes dans la promotion de l'équité et de la visibilité concernant la violence à l'égard des femmes. Comme l'a souligné Dulran Pérez lors du lancement : « Grâce à ces outils, nous pouvons donner de la visibilité à ces questions et apporter nos contributions respectives. »

Cet événement a reflété une évolution plus large vers la reconnaissance des données de genre non seulement comme un outil de plaidoyer, mais aussi comme un élément contribuant au renforcement de la planification institutionnelle, de la responsabilité et de l'accès à la justice. Il a également démontré la légitimité croissante des acteurs féministes de la société civile, tels que l'ASOGEN, au sein des écosystèmes nationaux en matière de politiques et de données.

LE PARCOURS

Avant de rejoindre Equal Measures 2030, l'ASOGEN menait déjà un plaidoyer national sur les politiques relatives au féminicide et à la violence sexiste. L'organisation travaillait déjà aux côtés du ministère de l'Intérieur, de la police et du pouvoir judiciaire pour contribuer à la création, en 2017, du tribunal spécialisé contre le féminicide à Chimaltenango. Une étape décisive vers la réduction de la victimisation secondaire des survivantes au sein du système judiciaire.

Le partenariat avec Equal Measures 2030 a apporté un outil et un cadre : l'indice de genre des ODD. En replaçant les taux de féminicides et de violences sexistes au Guatemala dans le contexte des structures mondiales de responsabilisation liées aux ODD, l'ASOGEN a pu recadrer le débat avec les acteurs gouvernementaux. La violence à l'égard des femmes n'était plus seulement un argument moral. Il s'agissait d'un échec mesurable en matière de développement — un échec que le Guatemala s'était engagé à corriger.

STATISTIQUES

Le Guatemala se classe très bas dans l'indice de genre des ODD tant pour 2022 que pour 2024, avec un score de **57,2 sur 100**, ce qui le place au **95^e rang sur 139 pays** dans le monde et au **18^e rang sur 20** en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Le pays est classé « très faible » depuis 2015, et la tendance évolue dans la mauvaise direction. Son score a en effet baissé entre 2019 et 2022, passant de **59,4 à 57,2**.

La représentation des femmes au sein du gouvernement, l'accès au logement et la participation parlementaire restent parmi les indicateurs les plus faibles du pays. Au vu des tendances actuelles, le Guatemala devrait progresser de plus de cinq points par an pour atteindre l'égalité entre les genres d'ici 2030.

C'est dans ce contexte qu'intervient l'ASOGEN. Chaque avancée politique, chaque condamnation, chaque budget obtenu s'inscrit dans ce contexte.

Consultez le profil du pays pour [Guatemala](#)



Grâce à la formation « Data-Driven Advocacy » (DDA) dispensée par Equal Measures 2030, l'équipe d'ASOGEN et les défenseurs avec lesquels elle travaille ont acquis de nouvelles compétences pour identifier, interpréter et communiquer des données factuelles. Les résultats d'une enquête menée ont montré que la proportion de participants se sentant confiants ou très confiants dans l'utilisation des données est passée de 19 à 77 après la formation, tandis que ceux qui ne savaient pas comment utiliser les données sont passés de 73 à seulement 1.

L'ASOGEN a également participé au programme de bourses de journalisme de données 2023 d'Equal Measures, dans le cadre duquel la directrice générale, Danessa Luna, a enquêté sur les difficultés rencontrées par les femmes victimes de violences pour accéder à la justice. Son analyse a révélé une tendance au rejet des plaintes, en particulier dans les affaires de violences sexuelles et de féminicides, motivée par des critères discrétionnaires.



« Documenter le déni de justice nous donne une idée de l'impact négatif qui pèse sur la vie des femmes, ainsi que des données statistiques convaincantes pour mener notre plaidoyer. »

- Danessa Luna, directrice générale de l'ASOGEN



→ **Un financement flexible.** Les subventions secondaires d'Equal Measures 2030 ont assuré un financement durable pour le plaidoyer contre le mariage des enfants et les violences sexuelles, y compris pendant les perturbations liées à la COVID-19. La collaboration avec d'autres membres de la coalition Equal Measures a renforcé les stratégies communes autour d'un plaidoyer féministe fondé sur les données

L'ASOGEN opère dans un environnement politique complexe où l'espace civique réservé aux organisations féministes et de défense des droits humains a connu d'importantes fluctuations ces dernières années. Les périodes antérieures d'hostilité du gouvernement envers les acteurs de la lutte contre la corruption et les militants féministes ont créé de graves risques et contraintes pour les organisations de la société civile œuvrant en faveur de la justice de genre et de la responsabilisation. Bien que le contexte politique du Guatemala ait évolué suite à l'élection du président Bernardo Arévalo, des organisations comme ASOGEN continuent de faire face à des conditions institutionnelles inégales et à des inégalités de genre persistantes, notamment en matière de violences sexistes et d'accès à la justice. Malgré cela, ASOGEN a maintenu ses services, ses relations avec le secteur judiciaire et son plaidoyer fondé sur les données tout au long de cette période. Pendant la pandémie de COVID-19, alors que les décrets présidentiels avaient mis le pays à l'arrêt, l'ASOGEN a continué à soutenir les victimes en distribuant des produits d'hygiène et de la nourriture à domicile, en transférant ses services en ligne et en élargissant son champ d'action malgré les restrictions.

À l’avenir, ASOGEN s’attachera à consolider et à institutionnaliser les acquis déjà obtenus, tout en renforçant la prévention parallèlement à l’intervention. Parmi les priorités futures figurent le suivi continu des budgets consacrés à la violence sexiste et du financement du programme CAIMUS, le renforcement des cadres de prévention, l’approfondissement de la formation du secteur judiciaire sur la responsabilisation alignée sur les ODD, et l’élargissement des alliances au sein de la société civile, du monde universitaire, des médias et des institutions publiques.

Dans un pays où les progrès en matière de droits des femmes sont activement menacés par des forces politiques conservatrices, le modèle d'ASOGEN — qui associe des services centrés sur les survivantes, un plaidoyer fondé sur des données et une réforme du système judiciaire — démontre ce qu'une organisation féministe durable et ancrée dans la société peut accomplir.

